

1976: Une année de stabilisation

L'année 1976 a vu se dérouler bien des événements sur la scène internationale. Si certains ont pris une tournure dramatique, aucune grande crise cependant n'est venue bouleverser la vie internationale. Ce sont plutôt de vieux problèmes qui ont réapparu sous d'autres formes pour poser de nouveaux défis. Sur le plan international, les efforts ont surtout visé à concilier des intérêts divergents sur de nombreuses questions importantes et complexes, qui ont parfois semblé insolubles.

Économie internationale

Les questions économiques ont dominé la scène internationale, et c'est dans un contexte d'incertitude constante à leur égard qu'il faut envisager les événements, les succès et les échecs survenus pendant l'année. Certains pays occidentaux ont été plus lents que prévu à se relever de la récession: les taux d'inflation ont certes été abaissés, mais le chômage est demeuré élevé et les taux de croissance faibles. Le monde entier s'est senti de la faiblesse de la reprise. Quelques pays ont vu leur économie s'améliorer, mais beaucoup sont restés aux prises avec de sérieux problèmes, souvent aggravés par un déséquilibre de la balance des paiements dû en grande partie au prix élevé du pétrole — majoré une fois de plus à la fin de l'année — et de certains autres produits de base. Ces difficultés économiques persistantes ont mis à rude épreuve les mécanismes commerciaux et financiers de coopération bilatérale et multilatérale et soulevé des doutes une fois de plus sur leur aptitude à répondre aux besoins de l'avenir.

La situation économique a eu d'importantes répercussions pour le Canada, dont la croissance dépend dans une large mesure de la coopération et des échanges internationaux. Aussi est-il d'une importance particulière pour la prospérité de son économie que le climat commercial et économique international soit vigoureux et lui ouvre de multiples possibilités. Au surplus, sa condition de producteur et d'exportateur à la fois de matières premières et de biens manufacturés le distingue de la plupart des autres pays.

Le Canada a été, en 1976, un champion

de l'action collective dans les affaires économiques. En juin, le premier ministre s'est joint au « sommet » économique réunissant, à Porto Rico, les chefs des sept principaux États industrialisés de l'Occident. Le Canada a participé également aux négociations commerciales multilatérales tenues à Genève en vue de supprimer ou de réduire les barrières tarifaires et non tarifaires, et il a pris part aux discussions de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.), qui ont abouti au début de l'année à un accord de coopération énergétique à long terme entre les pays développés. Enfin, le Canada a assuré la coprésidence de la *Conférence sur la coopération économique internationale* (C.C.E.I.), où sa délégation a joué un rôle de premier plan.

Dialogue Nord-Sud

Les délibérations de la C.C.E.I., qui s'est réunie à Paris au cours de l'année, ont mis en évidence le souci commun des pays développés et en développement de faire évoluer le système économique international dans le sens de l'ordre et de la justice. La Conférence s'est particulièrement attachée à mettre au point un dispositif d'échanges constants et efficaces entre producteurs et consommateurs sur les questions énergétiques, la modération des fluctuations du prix des produits de base, le règlement des problèmes relatifs à la dette et la coordination en vue de donner un effet optimal à l'aide internationale au développement.

En 1976, le Canada a continué d'intensifier son programme d'aide au développement, conformément à sa « stratégie de coopération au développement international pour la période de 1975 à 1980 ». Ses décaissements de plus de 900 millions de dollars à ce titre — dont plus d'un quart a été versé à des institutions multilatérales s'occupant des problèmes du tiers monde — l'ont amené aux premiers rangs des bailleurs de fonds. Le Canada s'est aussi intéressé de près à l'élaboration des programmes consécutifs aux conférences tenues récemment sur les problèmes de la population, du logement et de l'alimentation (notamment le financement du nouveau Fonds